



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 20 juillet 2015

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**OBJET : 2015 – 141 AUTORISATION DE SIGNER UN PROTOCOLE TRANSACTIONNEL
AVEC LA CAISSE FRANCAISE DE CREDIT LOCAL,
SFIL ET DEXIA CREDIT LOCAL**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 13 juillet 2015, s'est réuni le lundi 20 juillet 2015 à 16h00 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Philippe WESTRELIN, Patricia ROBIN, Jonathan TURRILLO, Catherine BUTTY, Valérie COPIN, Cyril DAUPHOUD, Valérie DAVID, Nicole NUTINI, Jean-Marie BELVEDERE, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Brigitte VIDAL, Jean-Marc GARNIER, Jean-Paul CAMERANO, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Aline BOURDAIRE, Marguerite VIALE, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Annie OGGERO-MAIRE, Alexandra ARDISSON, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Franck BARBEY, Paul EUZIERE, Myriam LAZREUG, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Magali CONESA, Frédérique CATTART, Damien VOARINO, Jean-Marc DEGIOANNI, Mireille BANCEL, Corinne SANJUAN.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

ABSENTS EXCUSES :

- Monsieur Christophe MOREL
- Monsieur Gilles RONDONI
- Madame Dominique BOURRET
- Monsieur Jean-François LAPORTE
- Monsieur Chems SALLAH
- Monsieur Ludovic BROSSY
- Monsieur Philippe-Emmanuel DE FONTMICHEL

ABSENTS :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

/

PROCURATION :

- Monsieur Christophe MOREL à Monsieur Jonathan TURRILLO
- Monsieur Gilles RONDONI à Madame Brigitte VIDAL
- Madame Dominique BOURRET à Monsieur Jean-Marie BELVEDERE
- Monsieur Jean-François LAPORTE à Monsieur Philippe WESTRELIN
- Monsieur Chems SALLAH à Madame Mélanie ZARRILLO
- Monsieur Philippe-Emmanuel DEFONTMICHEL à Madame Myriam LAZREUG
- Monsieur Ludovic BROSSY à Monsieur Stéphane CASSARINI

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 30 juin 2015.

Question retirée à l'ordre du jour :

/

Questions diverses :

/

DU 20 JUILLET 2015

**AUTORISATION DE SIGNER UN PROTOCOLE TRANSACTIONNEL
AVEC LA CAISSE FRANCAISE DE CREDIT LOCAL,
SFIL ET DEXIA CREDIT LOCAL**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le conseil municipal approuve le principe de la conclusion d'un protocole transactionnel avec la Caisse Française de Financement Local (« **CAFFIL** »), **SFIL** (anciennement dénommée Société de Financement Local) et Dexia Crédit Local (« **DCL** »), ayant pour objet de mettre fin aux différends opposant la commune de Grasse d'une part, et CAFFIL, SFIL et DCL d'autre part, au sujet du contrat de prêt n° MPH271512EUR et de la procédure litigieuse en cours.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	DEPENSES	

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L2122-21 et 2122-22 3°

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L2121-29

Vu le code civil, et notamment les articles 2044 et suivants,

Vu la circulaire IOCD B101507 7C du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales

Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

Vu la Loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires,

Vu l'exposé ci-dessous :

La Commune et Dexia Crédit Local ont signé le 27 juillet 2010 le contrat de prêt n° MPH271512EUR (ci-après « le contrat de prêt litigieux ») ; le prêt y afférent est inscrit au bilan de CAFFIL qui en est le prêteur.

En effet, Dexia Crédit Local a financé le prêt susvisé par l'intermédiaire de CAFIL, anciennement dénommée Dexia Municipal Agency (DMA), une société de crédit foncier.

DMA était à l'époque de la signature du contrat de prêt litigieux et jusqu'au 31 janvier 2013 à 100% de Dexia Crédit Local. Jusqu'à cette date, Dexia Crédit Local assurait la commercialisation ainsi que la gestion et le recouvrement des prêts inscrits au bilan de DMA. Dexia Crédit local a signé avec l'emprunteur, pour le compte de DMA, le contrat de prêt litigieux.

Le 31 janvier 2013, Dexia Crédit local a cédé l'intégralité du capital social de DMA à SFIL, détenue par l'ETAT, la Caisse des Dépôts et Consignations et la Banque Postale.

Cette cession s'est inscrite dans le cadre du plan de résolution du groupe Dexia mis en place par les Etats belge et français et approuvé par la Commission européenne.

A l'occasion de cette cession DMA a été renommée Caisse Française de Financement Local et la gestion des prêts inscrits au bilan de CAFFIL a été confiée à compter du 1^{er} février 2013 à sa nouvelle société mère SFIL.

Par acte en date du 5 juin 2013, la Commune a assigné Dexia Crédit Local, SFIL, et CAFFIL devant le Tribunal de grande instance de Nanterre en relation avec le Contrat de Prêt Litigieux.

L'instance visée au paragraphe précédent initiée par la Commune est actuellement pendante devant le Tribunal de grande instance de Nanterre. Sont soulevés notamment :

- à titre principal, la nullité de la clause de stipulation d'intérêt pour défaut de TEG et caractère usuraire et la substitution du taux légal ou du taux de l'usure ;
- à titre subsidiaire, la résiliation du contrat de prêt en raison du caractère abusif du taux de l'emprunt ;
- à titre très subsidiaire, la révision de l'indemnité de remboursement en raison de son caractère abusif.

A la suite de la mise en place du fonds de soutien aux collectivités territoriales ayant contracté des produits structurés par la Loi de finances pour 2014 et le décret n°2014-444 du 29 avril 2014, la COMMUNE DE GRASSE, d'une part, et la Caisse Française de Financement Local (« CAFFIL »), la Société de Financement Local (« SFIL ») et Dexia Crédit Local (« DCL »), d'autre part, ont estimé qu'il était de leur intérêt mutuel de terminer la contestation en cours, portant sur le contrat de prêt n°MPH271512EUR, conclu avec DCL le 27/07/2010, au moyen d'une transaction régie par les articles 2044 et suivants du code civil.

La Ville de GRASSE a fait une demande d'aide au titre du fond de soutien le 9 avril 2015.

Cette transaction doit permettre la désensibilisation du Contrat de Prêt litigieux. Afin de répondre aux besoins exprimés par la Commune, SFIL, en sa qualité de gestionnaire de CAFFIL, et la Commune se sont rapprochées, et après plusieurs échanges, ont envisagé les termes de l'accord transactionnel.

Le projet de protocole transactionnel est annexé à la présente délibération.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie dans sa séance du 10 juillet 2015,

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie dans sa séance du 10 juillet 2015,

La commission vivre ensemble ayant été saisie dans sa séance du 10 juillet 2015,

La commission qualité de vie ayant été saisie dans sa séance du 10 juillet 2015,

Je vous demande de bien vouloir :

Article 1

- **APPROUVER** le principe de la conclusion d'un protocole transactionnel avec la Caisse Française de Financement Local (« **CAFFIL** »), **SFIL** (anciennement dénommée Société de Financement Local) et Dexia Crédit Local (« **DCL** »), ayant pour objet de mettre fin aux différends opposant la commune de Grasse d'une part, et CAFFIL, SFIL et DCL d'autre part, au sujet du contrat de prêt n° MPH271512EUR et de la procédure litigieuse en cours.

Article 2

- **APPROUVER** la conclusion du protocole transactionnel ci-après annexé, dont les éléments essentiels sont les suivants :

a) Contestation que la transaction a pour objet de terminer :

La commune de Grasse et DCL ont conclu le contrat de prêt n° MPH271512EUR. Le prêt y afférent est inscrit au bilan de CAFFIL qui en est le prêteur et sa gestion a été confiée, à compter du 1^{er} février 2013, à SFIL.

Les caractéristiques essentielles de ce prêt sont les suivantes :

Numéro du contrat	Date de conclusion	Montant initial du capital emprunté	Durée initiale du contrat de prêt	Taux d'intérêt	Score Gissler
MPH271512EUR	27 juillet 2010	8.091.564,00 EUR	25 ans	Pendant une première phase qui s'étend de la date de versement au 01/08/2011 exclu : taux fixe de 4,50 %. Pendant une deuxième phase qui s'étend du 01/08/2011 au 01/08/2033 exclu : formule de taux structuré. Pendant une troisième phase qui s'étend du 01/08/2033 au 01/08/2035 exclu : Euribor 12 mois + marge 0,00 %.	Hors Charte

Par acte en date du 5 juin 2013, la commune de Grasse a assigné DCL, SFIL et CAFFIL devant le Tribunal de grande instance de Nanterre aux fins de solliciter notamment :

(i) à titre principal, la nullité de la clause de stipulation d'intérêt pour défaut de TEG et caractère usuraire et la substitution du taux légal ou du taux de l'usure ;

(ii) à titre subsidiaire, la résiliation du contrat de prêt en raison du caractère abusif du taux de l'emprunt ;

(iii) à titre très subsidiaire, la révision de l'indemnité de remboursement en raison de son caractère abusif.

L'instance est actuellement pendante (RG n° 13/06965).

La commune de Grasse a souhaité refinancer le contrat de prêt litigieux pour permettre sa désensibilisation. CAFFIL et SFIL ont accepté de prendre en considération sa demande de refinancement.

Sans reconnaître le bien fondé de leurs prétentions respectives et afin de mettre un terme définitif aux différends qui les opposent, et en particulier à la procédure litigieuse, la commune de Grasse, d'une part, et CAFFIL et SFIL, d'autre part :

- se sont rapprochées et, après plusieurs échanges, envisagent de conclure un nouveau contrat de prêt, et
- ont souhaité formaliser leurs concessions réciproques dans le cadre d'un protocole transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code civil.

Ce protocole transactionnel est par ailleurs requis par la loi de finances pour 2014 et par le décret n° 2014-444 du 29 avril 2014 modifié par le décret n°2015-619 du 4 juin 2015 afin de déposer une demande d'aide au fonds de soutien aux collectivités territoriales et aux établissements publics locaux ayant contracté des produits structurés.

b) Concessions et engagements réciproques des parties :

Pour mettre un terme transactionnel à leurs différends et sous réserve de certaines conditions résolutoires précisées dans le protocole transactionnel, les parties s'engagent comme suit :

Les concessions et engagements de CAFFIL sont les suivants :

- (i) CAFFIL a accepté de prendre un nouveau risque de crédit et de proposer à la commune de Grasse un nouveau contrat de prêt à taux fixe destiné notamment à refinancer le contrat de prêt litigieux. Les caractéristiques essentielles du nouveau contrat de prêt devront répondre aux conditions suivantes :
 - montant maximal du capital emprunté : 32.854.758,70 euros dont (i) 7.154.758,70 euros au titre du remboursement anticipé du capital restant dû du contrat de prêt litigieux, et (ii) un montant maximum de 19.700.000,00 euros au titre du paiement partiel de l'indemnité compensatrice dérogatoire due au titre du remboursement anticipé du contrat de prêt litigieux ainsi que (iii) 6.000.000,00 euros au titre d'un nouveau financement pour la réalisation d'investissements.
 - durée maximale : 20 années.
 - taux d'intérêt fixe maximal : 3,35 % l'an.

Le Nouveau Contrat de Prêt est lui-même composé de trois prêts distincts (ci-après respectivement, le « **Nouveau Prêt n° 1** », le « **Nouveau Prêt n° 2** » et le « **Nouveau Prêt n° 3** ») qui devront répondre aux principales caractéristiques suivantes :

➤ S'agissant du Nouveau Prêt n° 1

- (i) Montant du capital du Nouveau Prêt n° 1 : 7.154.758,70 euros.
- (ii) Durée maximale du Nouveau Prêt n° 1 : 20 années.
- (iii) Taux d'intérêt fixe maximal du Nouveau Prêt n° 1 : 3,35 % l'an.

➤ S'agissant du Nouveau Prêt n° 2

- (i) Montant maximum du capital du Nouveau Prêt n° 2 : 19.700.000,00 euros.
- (ii) Durée maximale du Nouveau Prêt n° 2 : 20 années.
- (iii) Taux d'intérêt fixe maximal du Nouveau Prêt n° 2 : 3,35 % l'an.

➤ S'agissant du Nouveau Prêt n° 3

- (i) Montant maximal du capital du Nouveau Prêt n° 3 : 6.000.000,00 euros.
- (ii) Durée maximale du Nouveau Prêt n° 3 : 20 années.
- (iii) Taux d'intérêt fixe maximal du Nouveau Prêt n° 3 : 3,35 % l'an.

- (ii) CAFFIL s'engage en outre à ne réaliser aucune marge sur la liquidité nouvelle qui sera apportée à la commune de Grasse dans le cadre du nouveau contrat de prêt laquelle sera consentie à prix coûtant, c'est-à-dire à un niveau permettant à CAFFIL de couvrir uniquement les coûts de financement et d'exploitation.

Les engagements de SFIL consistent à accepter le désistement d'instance et d'action de la commune de Grasse à son égard et à renoncer à tous droits et actions au titre du contrat de prêt litigieux et de la procédure litigieuse.

Les concessions et engagements de la commune de Grasse consistent à :

- (i) mener à bien une demande d'aide au fonds de soutien dans les conditions prévues par le décret n° 2014-444 du 29 avril 2014 modifié par le décret n°2015-619 du 4 juin 2015 ;
- (ii) renoncer à tous droits, actions, prétentions ou procédures judiciaires, arbitrales ou administratives visant à obtenir, par tous moyens, (a) la nullité, la résiliation ou la résolution (totale ou partielle) du contrat de prêt litigieux, ainsi que de tout contrat de prêt ayant été refinancé, en tout ou partie, par ce contrat de prêt ou de tout autre document précontractuel ou contractuel qui pourrait s'y rapporter, (b) la mise en cause de la responsabilité de SFIL, CAFFIL et/ou DCL au titre du contrat de prêt litigieux, ainsi que de tout contrat de prêt ayant été refinancé, en tout ou partie, par ce contrat de prêt ou de tout autre document précontractuel ou contractuel qui pourrait s'y rapporter ;
- (iii) régulariser le désistement de la procédure en cours par conclusions de désistement d'instance et d'action signifiées dans les huit jours ouvrés suivant la signature par télécopie du nouveau contrat de prêt.

Les engagements de Dexia Crédit local consistent à accepter le désistement d'instance et d'action de la commune de Grasse à son égard et renoncer à tous droits et actions au titre du contrat de prêt litigieux et de la procédure litigieuse.

Article 3

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer le protocole transactionnel et à passer tous actes nécessaires à l'exécution de celui-ci.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 33 voix pour, 9 voix contre : Monsieur EUZIERE, Madame LAZREUG (2 voix), Madame ADDAD, Monsieur CASSARINI (2 voix), Madame CONESA, Madame CATTART, Monsieur VOARINO et 3 abstentions : Monsieur DEGIOANNI, Madame BANCEL, Madame SANJUAN.